



Elections législatives 30 juin et 7 juillet 2024

Un député libre pour vous défendre, ensemble jusqu'au bout

Chers habitants de la 4ème circonscription du Pas De Calais,

Je relève aujourd'hui une profonde fracture entre les citoyens et la classe politique.

Pour moi, est en cause un dysfonctionnement majeur de notre système démocratique depuis plus de 7 ans : une représentation nationale formée de députés peu enracinés, manquant d'esprit critique vis-à-vis de l'exécutif et dans laquelle nos concitoyens ne se reconnaissent plus, avec **le sentiment fort de ne plus être entendus**.

Pour moi, être député, c'est recevoir un mandat de la part de ses électeurs pour les représenter en **fonction de convictions communes** et pour faire **entendre leur voix**. Être député, c'est **défendre vos idées**.

Les Français ont été clairs, ce mandat doit être différent, **plus proche des citoyens et des collectivités locales, avec moins de verticalité et plus d'écoute**.

Un mandat qui doit redonner son rôle au parlement avec de **nouveaux députés, ayant du bon sens et avec de fortes convictions**. Il ne pourrait y avoir pire pour notre vie démocratique qu'une chambre de députés dominée par un groupe de la majorité marchant au doigt sur la couture du pantalon comme **l'était notre député sortant**

Libérer mes énergies pour **combattre le pouvoir d'achat, restaurer la valeur du travail, remettre l'école au cœur du pacte républicain, bâtir un modèle de développement durable respectueux des générations futures, garantir notre sécurité et mieux nous protéger, promouvoir le rayonnement de la France**.

Voilà ce qui doit nous rassembler !

Notre pays est abîmé et **notre territoire a besoin d'un vrai député**, qui incarne le renouvellement et qui inspire l'énergie du changement.

**S'ils ne vous écoutent pas,
NOUS, nous le ferons !**

Nos Priorités pour vous défendre et porter vos voix à l'assemblée

Pouvoir d'achat, énergie, économie, valoriser le travail

- Diminuer les impôts et les charges, augmenter les salaires et revaloriser le travail pour que nos entreprises puissent investir.
- Faire baisser le prix de l'énergie supprimer les taxes et la TVA pesant sur le coût de l'énergie.
- S'opposer à toute création de taxe ou d'impôt.
- Inscrire l'agriculture et la pêche comme étant d'intérêt général majeur pour retrouver notre sécurité alimentaire et interdire toute contrainte qui ferait baisser la production en France.
- Défisicaliser les heures supplémentaires sans fixer de limite.
- Créer un « revenu jeune actif » de 700 euros par mois pour les 18-25 ans qui s'engage dans une formation donnant accès à un domaine qui recrute.
- Engager 5 milliards de baisse des impôts de production pour les entreprises et les artisans afin de favoriser la création d'emplois.
- Simplifier les procédures administratives pour toutes les entreprises.

Immigration, protection

- Instaurer des mesures de sûreté envers les terroristes à leur sortie de prison.
- Expulser systématiquement les étrangers ayant des liens établis avec des mouvances islamistes et terroristes.
- Conditionner le versement des prestations sociales non-contributives à 3 ans de résidence régulière dans le territoire.
- Expulser les prêcheurs de haine et fermer les mosquées dans lesquelles sont tenus des discours hostiles à la république et à la laïcité.
- Instaurer des peines minimales d'un an pour toute agression envers les forces de sécurité et de secours, les enseignants ou les élus.
- Suspendre le versement des aides au développement versées par la France aux pays refusant de délivrer les laissez-passer consulaires.

Santé, environnement, solidarité

- Améliorer la rémunération des accompagnants d'élèves en situation de handicap (ASH) pour favoriser la scolarisation en milieu ordinaire dès que possible.
- Aucune pension inférieure au SMIC net pour les personnes ayant cotisé toute leur vie.
- Réduire le coût de la mutuelle de nos aînés en élargissant la contribution santé solidaire.
- Inciter les internes à se former en ruralité pour y exercer : député, je proposerai la création d'un forfait logement / hébergement pour les internes en médecine.
- Refuser la disparition progressive des services publics en ruralité qui contraint de nombreux habitants à se déplacer loin de chez eux, pour effectuer des démarches du quotidien.
- Lutte contre les inondations, réviser la loi de 2014, cette responsabilité est actuellement attribuée aux communautés de communes, les habitants supportent le coût par le biais d'une taxe, la GEMAPI
- Aucune zone d'expansion de crue (ZEC) ne pourra voir le jour sans accord des communes ni concertation préalable avec les habitants
- Fête et tradition, la création d'un fonds national dédié aux associations et comités des fêtes